

Contre l'Inflation

Il faut résorber une dette mondiale de plus de 230 trillions de dollars. Elle représente au moins trois fois le Produit National Brut mondial. S'il n'y a pas suffisamment de prêteurs (publics et privés) pour assurer le renouvellement de cette dette lors des échéances, il peut se produire une cascade de faillites début d'une grave crise économique. Pour résoudre ce problème le moins douloureusement pour les « ménages », il a deux solutions : l'inflation et la croissance. Bien entendu il faut développer la croissance et lutter contre l'inflation.

Pour que notre analyse ait un sens, il faut la situer dans le contexte de la situation actuelle. Il faut d'abord rappeler l'origine de cette situation et ensuite juger des politiques envisagées.

I. Analyse de la situation

La situation monétaire actuelle est caractérisée par deux situations et une évolution.

A. Une demande difficilement satisfaite (inflation de la demande)

a) une hausse du pétrole en 2021 due aux fluctuations du compte oxyde de carbone et surtout à une très forte spéculation sur le marché des produits dérivés (suivant la formule « the tail wags the dog »). Peu à peu on découvre que le manque d'investissement des années 20, malgré l'importante création monétaire, a provoqué un manque de produits finis indispensables (ex. les semi-conducteurs, les batteries au Lithium etc).

b) Le Coronavirus créant brusquement un manque de main-d'oeuvre dans le monde, aggravé par « la Grande Démission » selon laquelle les personnes mises en chômage partiel ou total se trouvent fort bien dans la situation nouvelle qui leur a été faite. Cela a entraîné une envolée des prix du fret par manque de camionneurs chargés de transporter les « containers » à leur destination et en conséquence celui des matières premières industrielles.

c) Enfin la guerre d'Ukraine rendant « difficile » les relations avec la Russie et les difficultés propres au pays envahi, ont aggravé la pénurie mondiale de produits énergétiques et de blé.

B. Une demande d'augmentations de salaires pour compenser les hausses des prix en particulier des prix des produits alimentaires (inflation par les coûts). Comme les dirigeants des différents pays ne croient pas à la continuation de l'inflation, ils tentent de corriger cette perte de pouvoir d'achat (surtout celle des « travailleurs pauvres ») par diverses primes compensatoires de façon à ce que des hausses de salaires ne deviennent pas pérennes et n'entraînent une inflation de coût incontrôlable.

C. La situation de la Chine continue à influencer les Marchés de matières premières. La politique de « Zero Covid » a provoqué une diminution considérable de la demande chinoise en matières premières cassant, temporairement peut-être, l'inflation de demande pour les marchés de matières industrielles, en tout cas entraînant une baisse de leurs prix. Et même le pétrole a rebaisé aux environs de 80 Dollars le baril (contre 130 au plus haut) et ce malgré une diminution de production. L'Arabie Saoudite ayant annoncé une diminution de production de 2 millions de baril/jour pour faire remonter les cours. La réouverture de la Chine peut malheureusement avoir l'effet inverse de faire remonter les cours.

La lutte contre l'inflation en France ne réussit pas à calmer les prix malgré les bonnes nouvelles concernant les matières premières pour deux raisons :

a) on est obligé pour améliorer l'état de notre dette de réduire fortement les subventions accordées pour des raisons humanitaires mais qui ont donné l'impression d'une inflation française moins forte que celle des autres pays.

b) même si l'inflation de demande se réduit l'inflation par les coûts va continuer. Normalement tout dépendra du résultat des mouvements sociaux de janvier dont on ne peut pas prévoir le résultat.

De même on est suspendu à l'évolution de la guerre en Ukraine, de la position du Congrès concernant la politique américaine à l'égard de la guerre etc, etc.... tous éléments politiques qui sur influencent les données économiques.

II Les deux politiques possibles

A. La Politique classique

La solution est simple : il suffit de monter les taux suffisamment quel qu'en soit le coût social. Les entreprises gênées par l'affaiblissement de la demande baissent leurs prix et tout rentre dans l'ordre, mais le résultat n'est pas toujours au rendez-vous. Ainsi après la première hausse du pétrole (1973), le Gouverneur de la FED Arthur Burns a monté (1974) le Taux de Banque à 13 % sans obtenir un véritable arrêt de l'inflation qui s'est maintenue à 6 % assez longtemps. Par contre si la hausse est « exceptionnellement » forte, la réussite paraît assurée. Ainsi la deuxième hausse du pétrole (1978) a provoqué une aux U.S.A. une hausse des prix de 16 % incitant le Gouverneur Volcker à intervenir deux fois en 1980 et 1981 portant chaque fois le taux de Banque aux environs de 20 % cassant totalement l'inflation mais provoquant une crise économique. Il est certain que Jay Powell se sent influencé par Volcker. Comme dans les deux cas précédents l'inflation est due à des hausses de l'énergie, il voudrait pouvoir réaliser l'arrêt de l'inflation par une hausse de taux beaucoup plus modérée que ce que « l'Economist » du 24 décembre appelle le « Volcker Shock ».

Malheureusement la crise actuelle n'est pas due seulement à la hausse des prix des produits énergétiques, mais au moins autant à la crise « Covid » et surtout à la guerre d'Ukraine qui prive les pays européens de quantité de matières premières. Ainsi on peut avoir à la fois une récession et une continuation de l'inflation (Stagflation). Dans un article des « Echos », Joseph Stiglitz ajoute que « des taux d'intérêt plus élevés pourraient exacerber les pressions inflationnistes ». Cette critique doit être prise en compte si l'on admet ne pas pouvoir juguler l'inflation tant que la guerre durera.

B. Une autre politique

Il faut admettre qu'il n'existe que deux solutions pour réduire les dettes mondiales : l'inflation et la croissance. Dans cette approche défendue par Stiglitz il faudrait surtout améliorer la croissance. Il propose en particulier de lutter contre les pratiques malthusiennes qui limitent les productions agricoles. Pour faire baisser les prix de l'immobilier il propose « d'inciter à investir dans de nouveaux logements » ; cela est plus facile aux Etats-Unis qu'en France car le secteur privé est très capable de se développer si on ne le « bride » pas trop.

En France le développement économique actuel passe par l'Etat (ex. le B.P.I.). Ainsi une relance économique demande des fonds publics ce qui aggrave l'endettement de l'Etat. Aussi, si l'on veut utiliser l'investissement privé il faut trouver des incitations à investir peu coûteuses pour l'Etat. Les sujets ne manquent pas : créer des semi-conducteurs, des batteries, des produits agricoles hors sol des produits pour faire de l'énergie hors pétrole etc ; mais cela creuse les déficits publics. Aussi faut-il au contraire faire appel au secteur privé avec deux types d'incitations

a) la première la moins coûteuse pour l'Etat consiste à réduire drastiquement le coût de l'administration en repoussant en particulier « aux Calendes grecques » les Normes Extracomptables qui vont alourdir les Comptabilités des entreprises, en supprimant des quantités d'administrations et de Conseils qui font double emploi et sont coûteux pour les contribuables, en réduisant les délais pour des accords d'implantation d'usines etc).

b) la seconde est en apparence plus onéreuse pour l'Etat, c'est la baisse des impôts, baisse qui peut inciter des « réfugiés fiscaux » à venir recréer des industries en France plutôt qu'au-delà des frontières.

Conclusion

Si la deuxième solution paraît plus humaine, elle présente un risque : le fait que le secteur privé ne réponde pas à l'incitation gouvernementale laissant le champ libre à l'inflation. Aussi il semble que la solution consiste à mélanger les deux techniques : c'est-à-dire encourager l'investissement en incitant le secteur industriel privé à investir dans les secteurs où la France est fondamentalement déficitaire (semi-conducteurs par exemple), garder des taux bas pour justifier ces investissements mais en même temps lutter contre les « effets d'aubaine » comme par exemple la hausse des loyers qui n'est justifiée qu'en cas d'importants travaux (par exemple suppression des arrivées d'air incongrues).

En fait il faut tout faire pour à la fois lutter contre le chômage, inciter le public à investir dans le secteur industriel et commerçant de façon à assurer la lutte contre l'endettement généralisé et continuer grâce à une forte croissance à déduire les dettes et améliorer l'emploi, enfin lutter contre les effets d'aubaine. C'est le cas des produits agricoles dont la très forte hausse est due aux mauvaises récoltes sur des parties importantes du territoire, entraînant une forte pénurie (c'est-à-dire que les producteurs favorisés profitent des difficultés de leur collègues ...et du public.

C'est seulement par de forts investissements en produits décarbonés que l'on pourra sainement réaliser les buts des différentes C.O.P. lutter contre l'inflation et réduire la dette mondiale.